

QUELS SONT LES BESOINS ?

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur et par groupe de population

Secteur	Hôte	PDI en site	PDI en famille d'accueil	Retournés/Rapatriés	Population générale
 EHA	71%	90%	79%	83%	72%
 Éducation	48%	53%	50%	48%	48%
 Sécurité alimentaire	43%	63%	56%	58%	45%
 Santé	40%	33%	38%	34%	39%
 Abris et Biens Non Alimentaires (ABNA)	22%	57%	25%	21%	23%
 Protection	10%	7%	14%	10%	10%

Une analyse des données MSNA 2024 en RCA montre que **les ménages avaient des besoins dans au moins deux secteurs en moyenne**, ceci s'élevait jusqu'à trois secteurs en moyenne pour les PDI sur site et en famille d'accueil. Sur l'ensemble des ménages dans le besoin, **24% l'étaient dans un seul secteur, 31% dans deux secteurs et 45% dans plus de deux secteurs**. Lorsqu'on considère les groupes de population évalués, **plus de la moitié des ménages hôtes (56%) et retournés/rapatriés (54%)** étaient dans le besoin dans un ou deux secteurs tandis que **plus de la moitié des ménages PDI sur site et PDI en famille d'accueil l'étaient dans plus de deux secteurs**. La plupart des ménages étaient en situation de **multi-vulnérabilité**, en particulier les PDI sur site et en famille d'accueil. Face à la complexité de ces besoins, une **réponse humanitaire multisectorielle et coordonnée** serait nécessaire. Celle-ci nécessite un **financement suffisant du plan de réponse humanitaire** pour assurer une réponse durable et prévenir la détérioration des conditions de vie des ménages affectés.²

QUI EST DANS LE BESOIN ?

Pourcentage de ménages par groupe et par niveau de sévérité

	1	2	3	4	4+
Hôte	-	8%	66%	25%	1%
PDI en site	-	1%	49%	32%	17%
PDI en famille d'accueil	-	5%	62%	28%	4%
Retournés/ Rapatriés	-	3%	69%	25%	3%
Population générale	-	7%	65%	26%	2%

Dans la plupart des préfectures évaluées, **plus de 90% des ménages étaient dans le besoin**, avec des pics particulièrement préoccupants dans l'Ouham (98%), la Haute-Kotto (98%) et la Nana-Gribizi (99%). **Au niveau des sous-préfectures, les proportions oscillaient entre 66% et 100%**. Fait marquant : dans 7 sous-préfectures, 100% des ménages étaient dans le besoin.

	1	2	3	4	4+
Cheffe de ménage féminin*	-	5%	68%	25%	2%
Chef de ménage masculin*	-	9%	64%	26%	2%
Chef.fe ménage 18-59 ans*	-	7%	65%	26%	2%
Chef.fe ménage 60+ ans*	-	10%	65%	24%	2%

FACTEURS DÉTERMINANTS DES BESOINS SECTORIELS

Trois secteurs expliquent la forte proportion de ménages dans le besoin qui atteint 93%. En effet, 72% des ménages évalués avaient des besoins non-satisfaits en eau, hygiène et assainissement (EHA), 48% en éducation et 45% en sécurité alimentaire.

- 1 Les besoins en **EHA** étaient principalement **des problèmes d'accès à des latrines améliorées partagées par 50 personnes ou plus** (48% des ménages étaient concernés). Par ailleurs, 55% des ménages utilisaient des latrines non améliorées et 13% pratiquaient la défécation à l'air libre.
- 2 Les besoins en **éducation** étaient principalement liés à **la non scolarisation des enfants en âge scolaire et l'absentéisme des enseignants**. En effet, dans 23% des ménages, au moins un enfant n'avait pas été scolarisé pendant l'année scolaire 2023 - 2024 et pour ceux qui l'ont été, la fréquentation a été perturbée dans 37% des cas par l'absentéisme des enseignants.
- 3 Pour la **sécurité alimentaire**, 45% des ménages étaient en Phase 3+ d'insécurité alimentaire. Les ménages IDP sur site (63%) et retournés (58%) étaient davantage dans le besoin dans ce secteur. Sur le plan géographique, les préfectures de la Haute-Kotto (70%), de l'Ouham (65%) et de la Ouaka (64%) avaient les pourcentages de ménages dans le besoin les plus élevés.

REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Top 3 - défis rapportés par les ménages



79%

des ménages évalués déclaraient **n'avoir reçu aucune aide humanitaire dans les 12 mois précédant l'enquête.**

73%

des ménages évalués ont déclaré **ne pas savoir comment déposer une plainte ou faire des suggestions auprès des acteurs humanitaires.**

Top 3 - aide humanitaire préférée rapportée par les ménages



Dernière fois que les ménages ont rapporté avoir reçu une aide humanitaire au moment de la collecte des données :



Alors que les résultats du MSNI ont indiqué que l'EHA, l'éducation et la sécurité alimentaire étaient les besoins prioritaires en RCA, avec 72%, 48% et 45% des ménages classés comme étant dans le besoin respectivement pour ces secteurs, la hiérarchie des besoins prioritaires rapportée par les ménages différait. Ainsi, les trois principaux défis rapportés par les ménages étaient le manque d'accès à la nourriture, le manque de revenus, d'argent ou de ressources pour assurer leur subsistance et le manque d'accès à une quantité suffisante d'eau potable. Ces résultats doivent être pris en compte lors de la planification de l'assistance humanitaire, et indiquent qu'une recherche plus approfondie devrait être menée pour explorer davantage les besoins prioritaires de ces populations.

Perceptions à propos de l'aide reçue :

39%

des ménages dans le besoin ayant reçu de l'aide avaient rapporté que **l'assistance dont ils avaient bénéficié avaient couvert leurs besoins.**

43%

des ménages dans le besoin ayant reçu de l'aide estimaient par ailleurs que **l'assistance avait permis d'améliorer leurs conditions de vie.**

MÉTHODOLOGIE

L'évaluation a été menée auprès des ménages non déplacés, déplacés sur site/ camp de regroupement, déplacés en famille d'accueil et retournés/rapatriés dans 74 sous-préfectures sur 85. Au total, 13 999 enquêtes ont été réalisées sur le terrain par IMPACT et des partenaires locaux entre le 12 juin et le 31 août 2024 suivant le nouveau découpage du territoire. L'échantillonnage en grappes à deux degrés (2-stage sampling) a été employé avec un niveau de confiance de 92% et une marge d'erreur de 10%. Les résultats sont représentatifs aux niveaux admin 1 (préfecture) et 2 (sous-préfecture) et par groupe de population. Toutefois, ils sont indicatifs dans la préfecture de Mboumou ainsi que dans la sous-préfecture de Bakouma dans laquelle l'enquête n'a pas pu être achevée pour des questions sécuritaires. Les termes de référence du projet de recherche sont disponibles [ici](#).

PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



OCHA

FINANCÉE PAR :



Funded by
European Union
Civil Protection and
Humanitarian Aid



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



AVEC LE SOUTIEN DE :



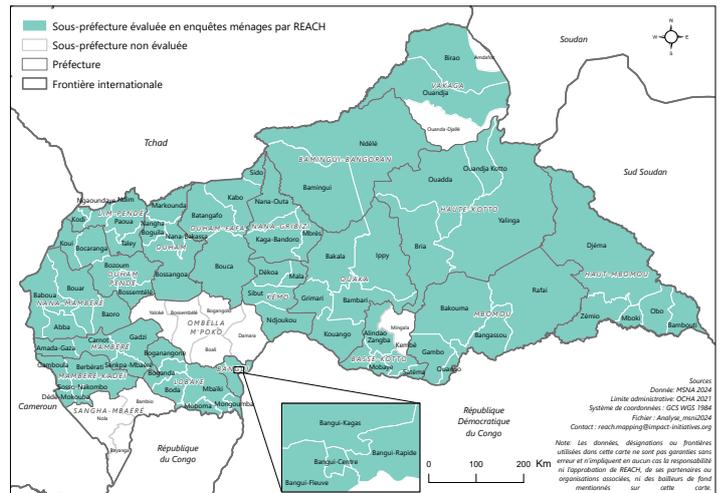
acted



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Cette carte correspond au nouveau découpage administratif de janvier 2021

- 18 sur 20 préfectures
- 74 sur 85 sous-préfectures (dont 21 couvertes par des partenaires locaux)
- 13 999 enquêtes ménages collectées entre le 12 juin et le 31 août 2024



NOTES DE BAS DE PAGE

¹Les différents niveaux de sévérité peuvent être définis comme suit :

- Niveau de sévérité 1 : Les conditions de vie sont acceptables, montrant au maximum quelques signes de détérioration et/ou un accès inadéquat aux services de base. Aucun ou minime (risque d') impact sur le bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 2 : Les conditions de vie sont sous pression. Minimale (risque d') impact sur le bien-être physique ou mental / bien-être physique ou mental global sous tension.
- Niveau de sévérité 3 : Conditions de vie dégradantes, avec un accès réduit à/une disponibilité réduite des biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 4 : Effondrement des conditions de vie. (Risque de) préjudice significatif pour le bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 4+ : Indications d'un effondrement total des conditions de vie, avec des résultats potentiellement immédiatement menaçants pour la vie (risque accru de mortalité et/ou préjudice irréversible pour le bien-être physique ou mental).

Des détails supplémentaires peuvent être trouvés dans la note méthodologique.

²Selon les données de la [FTS pour la RCA](#), le plan de réponse humanitaire 2024 a été financé à hauteur de 62%, ce qui représente un déficit de 38 points de pourcentage par rapport au financement total requis.

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).